



CILSS'Infos

Bulletin mensuel d'information du CILSS

N° 0002 - Juin 2024



Le CILSS prime trois communes à Koudougou P.3



Rencontre Technique de Concertation Restreinte du Dispositif PREGEC P.4



Comité technique du Cadre Harmonisé (CH) P.7

Cérémonie de rentrée académique des étudiants de la promotion 2024-2025 du Master en Gestion Durables des Terres P.6

Lancement du Rapport Régional sur la Situation Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2024 P.10

PARIS : Le Service d'Information Régional sur l'Eau et l'Irrigation (SIREI) : Un outil d'Information pour une irrigation performante au Sahel et en Afrique de l'Ouest P.11



Mot du Secrétaire Exécutif du CILSS

Chers lecteurs et partenaires du CILSS,

Alors que nous entamons ce second semestre de l'année, nous nous trouvons face à de nombreux défis qui exigent notre attention et notre engagement collectif. Notre institution, fidèle à sa mission, continue de travailler avec ardeur pour répondre aux attentes et aux besoins de nos États membres et de nos partenaires.

Au cœur de nos priorités figure l'organisation des instances statutaires de notre institution. Ces rencontres sont cruciales pour garantir la bonne gouvernance, la transparence, et l'efficacité de nos actions. Elles permettent également de renforcer la coopération et la coordination entre les différents acteurs impliqués dans nos projets.

En outre, nous nous préparons à organiser des événements majeurs qui joueront

un rôle déterminant dans notre lutte contre les changements climatiques et la désertification. Parmi ces événements, nous avons la 3ème édition de la Conférence sur le climat, qui s'annonce comme un moment fort de dialogue et d'échange sur les meilleures pratiques et les stratégies innovantes pour faire face aux défis environnementaux.

Nous avons également la 29e Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 29) qui se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan. Cette conférence représente une occasion unique de renforcer notre engagement global pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour l'adaptation aux impacts inévitables du changement climatique.

Enfin, la 16e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies

sur la lutte contre la désertification (COP 16 de la CNULCD), prévue pour décembre 2024 en Arabie Saoudite, sera une plateforme essentielle pour discuter des mesures à prendre afin de combattre la désertification et de promouvoir la gestion durable des terres dans la région Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Je suis convaincu que, grâce à notre détermination et à notre coopération, nous parviendrons à relever ces défis et à atteindre nos objectifs communs. Je vous invite donc à rester engagés et à participer activement à toutes les initiatives du CILSS.

Merci pour votre soutien continu et votre engagement envers notre cause commune.

Dr Abdoulaye Mohamadou
Secrétaire Exécutif du CILSS



Le CILSS prime

trois communes à Koudougou

La Journée mondiale de l'environnement et de la lutte contre la désertification et de la sécheresse, a été organisée cette année dans la cité du cavalier rouge, à Koudougou du 08 au 10 juin 2024 sous le thème : « Assurer l'avenir de nos terres : quelle synergie pour la restauration et la résilience à la sécheresse ? » Cette journée est une occasion de commémoration et de sensibilisation du public mais aussi de célébration des actions en faveur de l'environnement. Trois jours durant, le CILSS a marqué sa participation effective à la foire organisée dans le cadre de l'événement à la place de la Nation. Le stand d'exposition de l'institution a reçu la visite de hautes autorités de la transition à savoir, Son Excellence M. Ousmane BOUGOUMA, Président de l'Assemblée

législative de transition et M. Roger BARO, ministre de l'Environnement de l'eau et de l'assainissement.

Une cérémonie de distinction a par ailleurs été organisée par le comité d'organisation toujours dans le cadre de l'événement. De nombreux prix y ont été décernés par le CILSS, notamment des prix spéciaux aménagement paysager au bénéfice de trois communes. Ainsi :

- l'arrondissement 6 de Ouagadougou a remporté le troisième prix ;
- la commune de Banfora le deuxième prix ;
- l'arrondissement 6 de Bobo Dioulasso le premier prix.



Une initiative de plus qui s'inscrit en droite ligne de la mission du CILSS à savoir s'investir chaque jour d'avantage dans la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans la lutte contre les effets de la désertification et du changement climatique pour un équilibre écologique et un développement durable au Sahel et en Afrique de l'Ouest.





Rencontre Technique

de Concertation Restreinte du Dispositif PREGEC : Préparatifs de la campagne agropastorale 2024-2025

Le lundi 10 juin 2024, s'est ouverte à Abidjan en Côte d'Ivoire, la rencontre technique de concertation restreinte du dispositif PREGEC (Prévention et Gestion des Crises Alimentaires) pour discuter des préparatifs de la campagne agropastorale 2024-2025.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur de Cabinet du Ministre délégué auprès du ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, ministre de tutelle du CILSS. À ses côtés, on notait la présence distinguée du Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye Mohamadou, de Madame la Commissaire en charge de l'agriculture de la CEDEAO, Mme Massandjé TOURE-LITSE, ainsi que de la Représentante du Chef de file des partenaires techniques et financiers du CILSS, Madame Halima OUATTARA.

Le Directeur de Cabinet a souligné l'importance de cette rencontre en invitant les pays membres et leurs partenaires à soutenir activement le dispositif PREGEC. Il a insisté sur la nécessité d'une collaboration renforcée pour garantir une bonne production agricole et pastorale, malgré les défis multiformes en vue de d'optimiser les rendements agricoles et la résilience des communautés face aux aléas climatiques.

Le Secrétaire Exécutif du CILSS, Dr Abdoulaye Mohamadou, a également pris la parole pour détailler les mesures à mettre en place afin de prévenir les crises alimentaires et de maximiser les opportunités offertes par cette saison humide.

Mme Massandjé TOURE-LITSE, de la CEDEAO, a quant à elle insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de solidarité régionale et de coopération pour une gestion efficace et durable de la





La composante 1 du Projet FSRP

renforce les capacités du personnel du Centre Régional AGRHYMET sur la prise en compte du Genre et des violences basées sur le genre (VBG) et des Abus et Exploitations Sexuels (AES) harcèlements sexuels (HS) dans le montage de projets et programmes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'atelier de renforcement des capacités du personnel d'AGRHYMET CCR-AOS du CILSS s'est tenu du 24 au 26 juin 2024 à Niamey (Niger). A la cérémonie d'ouverture, le coordonnateur de la composante 1 du projet FSRP, Dr Alhassane Agali, a souhaité la bienvenue aux participants (es). Il a souligné que les questions des sauvegardes environnementales et sociales, en général et des VBG et EAS/HS en particulier, sont bien inscrites dans l'agenda d'AGRHYMET

CCR-AOS comme d'importantes normes de performance pour la sécurité des acteurs et bénéficiaires de ses interventions dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Le mot d'ouverture de l'atelier de formation a été prononcé par le Pr Sanoussi Atta, Chef du Département Formation et Recherche (DFR), Représentant le Directeur Général d'AGRHYMET CCR-AOS. Dans son allocution, Pr Atta a mentionné la pertinence de l'activité qui s'inscrit dans la politique Genre

du CILSS et a félicité la Composante 1 du projet FSRP pour le choix de la thématique et la pertinence de l'approche pédagogique.

La formation a été organisée dans le cadre de la composante 1 du projet FSRP intitulée « Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires », mise en œuvre par AGRHYMET CCR-AOS avec le financement de la Banque mondiale.





Cérémonie de rentrée académique des étudiants de la promotion 2024-2025 du Master en Gestion Durables des Terres

L'année académique de la promotion 2024-2025 des étudiants du Master en Gestion Durable des Terres a été officiellement lancée, le lundi 3 juin 2024, à Niamey (Niger), par le Directeur général du Centre Régional AGRHYMET, Centre Climatique Régional pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Ce programme de formation est mis en œuvre par le Centre grâce au nouveau Programme Régional d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience (PRASAR) financé par l'USAID à hauteur de 12,5 millions de Dollars US.

Après le mot de bienvenue aux étudiants prononcé par le Chef du Département Formation et Recherche (DFR), Pr Sanoussi ATTA, le Directeur Général d'AGRHYMET CCR-AOS, Dr Mahalmoudou Hamadoun, a exprimé sa gratitude à l'endroit de l'USAID pour le partenariat exemplaire entre les deux institutions. Il a ensuite encouragé les nouveaux étudiants à saisir cette opportunité de formation afin qu'elle

marque leur vie et leurs futures carrières professionnelles d'une « empreinte durable ». Le Représentant de l'USAID/Afrique de l'Ouest, M. Lamine Epiphane, a félicité le CILSS et son institution spécialisée AGRHYMET pour leur engagement conjoint et leur soutien au Sahel et à la région ouest africaine au cours des 50 ans écoulés.

La cohorte de cette formation de 12 mois en Master regroupe 18 étudiants dont une parité de 9 femmes et 9 hommes en provenance de 9 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo).

Avec cette nouvelle promotion, AGRHYMET et ses partenaires réaffirment leur engagement à former des leaders capables de répondre aux défis environnementaux et de promouvoir une gestion durable des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.



Comité technique

du Cadre Harmonisé (CH)

Les membres du comité technique du cadre harmonisé sont réunis à Abidjan du 03 au 08 juin 2024 pour discuter des défis techniques sur l'Evolution des Moyens d'Existences, l'estimation de population en phase 4 et 5, le concept de risque de famine, les similarités CH/IPC et sur le transfert des compétences en CH aux institutions partenaires.



Retraite sur la politique

des ressources humaines du CILSS : "Bâtir ensemble un capital humain motivé et performant pour la vision 2050"

Du 24 au 28 juin 2024, la ville de Koudougou au Burkina Faso a accueilli un atelier consacré à l'élaboration de la politique de gestion des ressources humaines du système CILSS dans le cadre du nouveau plan stratégique 2050.

Cette retraite, d'une importance capitale, visait à préparer des projets de documents qui seront soumis à la validation du Conseil de Direction, en vue de structurer et d'améliorer la gestion des ressources humaines au sein de l'institution.

Ces documents, une fois validés, serviront de cadre de référence pour la gestion et le développement des ressources humaines. Ils permettront également de définir des stratégies claires et efficaces pour motiver et former le personnel.

L'atelier a rassemblé les experts en ressources humaines, les chefs des unités d'appui au management suivi-évaluation,

administration-finances-comptabilité et communication, l'expert juridique, ainsi que des experts juniors en ressources humaines.

La tenue de cet atelier à Koudougou marque une étape significative dans la structuration des politiques de gestion des ressources humaines du système CILSS. Les projets de documents élaborés seront soumis à la validation du Conseil de Direction, avec l'espoir qu'ils contribueront à une gestion plus efficace et motivante des ressources humaines.





Atelier d'information

et de sensibilisation des décideurs politiques sur les engagements des Etats dans le cadre de l'harmonisation régionale des règles régissant l'homologation et la gestion des pesticides au Sahel et en Afrique de l'Ouest, du 11 au 13 juin 2024 à Praia (République du Cap Vert)

L'Institut du Sahel (INSAH), institution spécialisée du CILSS avec certains de ses partenaires sur la thématique ont organisé un atelier d'information et de sensibilisation des décideurs politiques sur les engagements des Etats dans le cadre de l'harmonisation régionale des règles régissant l'homologation et la gestion des pesticides au Sahel et en Afrique de l'Ouest, du 11 au 13 juin 2024 à Praia (République du Cap Vert). L'organisation de cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la gestion des pesticides dans les États membres de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA à travers le renforcement

des capacités des Comités Nationaux de Gestion des Pesticides (CNGP) à coordonner les différentes actions de gestion des pesticides. Il est organisé avec l'appui technique et financier de différents partenaires à savoir l'OCDE, le CPSP, CROPLIFE Afrique et Moyen Orient ainsi que la composante 1 du FSRP. Cet atelier qui a réuni plus d'une cinquantaine de participants (pays de la région et partenaires) vise à contribuer à la mise en place effective et au bon fonctionnement du Comité Ouest Africain d'Homologation des Pesticides (COAHP) ainsi que des Comités Nationaux de Gestion des Pesticides (CNGP), à

travers l'information et la sensibilisation des décideurs politiques régionaux et nationaux sur les implications de la mise en œuvre du cadre réglementaire régional sur l'homologation et la gestion des pesticides.

L'Objectif Général de cet atelier est de contribuer à l'opérationnalisation du Comité Ouest Africain d'Homologation des Pesticides (COAHP).

Les responsables présents du CILSS ont exprimé toute la gratitude du CILSS à l'endroit de tous les partenaires qui accompagnent la région dans l'opérationnalisation du COAHP ainsi qu'à la CEDEAO et à l'UEMOA

pour leur engagement et leurs appuis et des vifs remerciements particulièrement à l'OCDE, au Centre de Prévention des Suicides par l'utilisation des Pesticides (CPSP)

de l'Université d'Edimbourg en Ecosse, à CropLife Afrique et Moyen Orient, à la Composante 1 du Programme de Résilience des Systèmes Alimentaires (PRSA) de la

Banque Mondiale, pour leur appui financier et technique dans le cadre de l'organisation et de la tenue du présent atelier.



Échange entre le Secrétaire exécutif adjoint et les SP/CONACILSS



Le 12 juin 2024, en marge de l'atelier d'information et de sensibilisation des décideurs politiques sur les engagements des Etats dans le cadre de l'harmonisation régionale des règles régissant l'homologation et la gestion des pesticides au Sahel et en Afrique de l'Ouest, s'est tenue à l'hôtel Oasis Praia Mar, une réunion d'information et de concertation entre le Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS, le Directeur Général de l'Institut du Sahel et douze (12) Secrétaires Permanents des CONACILSS, la Guinée n'ayant pas effectué le déplacement.

Au début de la séance, le SEA a présenté ses civilités aux SP/CONACILSS qu'il rencontrait pour la toute première fois depuis sa prise de fonction.

Les discussions ont porté sur les informations sur la vie du CILSS et les préoccupations des SP/CONACILSS.



Lancement du Rapport

Régional sur la Situation Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2024 (RRSAN) - Abidjan, Côte d'Ivoire – 11 juin 2024

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe s'aggrave au Sahel et en Afrique de l'Ouest, avec 50 millions de personnes nécessitant une assistance alimentaire

Près de 50 millions de personnes dans 16 pays pourraient faire face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe de juin à août 2024.

Les États membres du Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) continuent de faire face à des niveaux sévères d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en 2024. Selon le Rapport Régional sur la Situation Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest 2024 (RRSAN), près de 50 millions de personnes sont confrontées à une faim aigüe et nécessitent une aide alimentaire, nutritionnelle et en moyens de subsistance urgente – une augmentation d'environ 7 millions par rapport à 2023.

Publié hier à Abidjan, Côte d'Ivoire, le rapport offre une analyse actualisée de la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe dans la région, basée sur les données du dernier cycle du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2024. Il est le fruit d'un effort collaboratif entre le CILSS, le Réseau d'Information sur la Sécurité Alimentaire (FSIN), et le Comité Technique du Cadre Harmonisé, en soutien au Réseau Mondial contre les Crises Alimentaires (GNAFC). Ce rapport s'aligne avec le Rapport Mondial sur les Crises Alimentaires (GRFC), contribuant à une narrative unifiée sur l'insécurité alimentaire aigüe aux niveaux global et régional.

Résultats clés

Près de 50 millions de personnes, soit 12 pour cent de la population analysée dans 16 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pourraient être confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aigüe pendant la période de soudure de juin à

août 2024. Il s'agit du pourcentage le plus élevé de l'histoire du CH, et de 1 point de pourcentage de plus qu'en 2023.

Les perturbations causées par les conflits et l'insécurité, notamment dans le bassin du lac Tchad, le nord-ouest et le centre-nord du Nigéria, ainsi que dans la zone frontalière du Liptako Gourma au Sahel central, ont gravement impacté les pratiques agricoles et pastorales, le fonctionnement des marchés et la distribution de l'aide humanitaire, entraînant des déplacements massifs.

Les chocs économiques, tels que les perturbations du marché, la forte inflation et la faiblesse de l'activité économique due aux fermetures de frontières, à la dépréciation des devises et à la hausse des coûts du carburant et des intrants agricoles, ont également fortement affecté la région, en particulier les pays côtiers du Golfe de Guinée.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, y compris des pluies irrégulières, des inondations et des déficits pluviométriques, ont eu un impact négatif sur les cultures et les ressources pastorales au Niger, au Nigéria et au Tchad. En conséquence, la production céréalière de la région pour 2023-2024 a connu une légère baisse par rapport à l'année précédente, principalement en raison des défis climatiques et des inondations touchant plusieurs pays. Une diminution saisonnière de l'approvisionnement en produits alimentaires locaux est attendue pendant la période de soudure, tandis que la demande devrait rester élevée.

Le pastoralisme, qui joue un rôle crucial dans la stabilité économique et environnementale de la région ainsi que dans la sécurité alimentaire et l'état

nutritionnel de sa population, fait face à des défis croissants. Les variations saisonnières, l'insécurité civile et les politiques restrictives compromettent les moyens de subsistance des ménages pastoraux et perturbent la transhumance. La disponibilité limitée et l'accès difficile aux ressources essentielles telles que l'eau et les pâturages contribuent à la détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux.

La malnutrition infantile reste une préoccupation majeure, avec environ 12,6 millions d'enfants de moins de cinq ans dans 14 pays souffrant de malnutrition aiguë en 2023, dont 3,2 millions confrontés à une malnutrition aiguë sévère. La situation nutritionnelle est particulièrement précaire dans les zones touchées par les conflits au Burkina Faso, au Mali, au Niger au Nigéria et au Tchad, où la détérioration de la sécurité

alimentaire et les difficultés économiques des ménages risquent d'aggraver la nutrition des enfants. De plus, le rapport souligne qu'un régime alimentaire sain coûte jusqu'à six fois plus cher qu'un régime basé sur l'énergie, contre trois fois plus en 2023, ce qui constitue le principal facteur limitant l'accès à une alimentation nutritive.

Le rapport met également en lumière la crise des déplacements des populations, notant qu'environ 8,4 millions de personnes vivaient en situation de déplacement forcé au début de 2024, dont 6,5 millions de personnes déplacées internes et 1,9 million de réfugiés et demandeurs d'asile. Le nombre d'enfants déplacés par la violence au Sahel central a considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, passant d'environ 320 000 en 2019 à environ 1,8 million en 2024.

PARIIS :

Le Service d'Information Régional sur l'Eau et l'Irrigation (SIREI) : Un outil d'Information pour une irrigation performante au Sahel et en Afrique de l'Ouest



Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS), le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), a développé un outil essentiel pour la gestion de l'eau et de l'irrigation au Sahel et en Afrique de l'Ouest et dénommé « Service d'Information Régional sur l'Eau et l'Irrigation », en acronyme, SIREI.

Le SIREI vise à combler le déficit d'informations, de données et d'outils en matière d'irrigation, dans la région.

Un outil pour une irrigation performante en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le SIREI repose sur une plateforme de type Géoportail, qui permet la production d'informations diverses et ciblées sur différentes thématiques liées à l'irrigation.

L'objectif principal du service est de capitaliser les connaissances, de valoriser les acquis en termes de formations et de fournir des services pour une irrigation

performante en Afrique et au Sahel. Grâce à ce Géoportail, les utilisateurs et acteurs auront accès à des données et informations sur les périmètres irrigués, les potentiels irrigables, les ressources en eau (souterraine et de surface) ainsi que sur les activités menées par les exploitants agricoles, les Systèmes d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation (SAGIs) et les projets d'irrigation en général intervenant dans la région.

Un dispositif complet basé sur les technologies de l'information et les produits d'observation de la terre

Le SIREI tire sa richesse des différentes sources de données et d'informations utilisées dans sa conception. Il s'appuie sur la cartographie, les systèmes d'information géographique (SIG) et de Télédétection (satellite), les bases de données hydrologiques, les systèmes d'information thématiques et les outils des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette approche permet la collecte, le traitement, l'analyse et la visualisation des données géographiques ou géolocalisées provenant des bases de données d'AGRHYMET, des pays participants ainsi que des autres institutions partenaires.

Par ailleurs, le système qui est évolutif et

modulable, repose sur des logiciels open source. Cela garantit ainsi son adaptabilité et sa pérennité.

Un accès aux informations pour une prise de décision efficace

Le SIREI (<http://sirei.pariis.net:8000/>) a pour objectif de fournir des informations actualisées aux décideurs, investisseurs et autres acteurs impliqués dans la gestion de l'eau et de l'irrigation. En centralisant les données et en les mettant à disposition des utilisateurs, le système facilite la prise de décisions et contribue à une gestion plus efficace des ressources hydriques et de la terre. Les utilisateurs finaux comprennent les États et leurs services techniques, les partenaires techniques et financiers, les collectivités locales, les bureaux d'études, les ONG, les organismes régionaux et sous-régionaux tels que la CEDEAO et le CILSS, les organisations de producteurs et les organismes de bassin.

L'information est rendue directement disponible et accessible en ligne pour les différents acteurs et parties prenantes. Elle couvre aussi bien le niveau national que le niveau régional de l'Afrique de l'ouest et du Sahel selon le domaine de la thématique concernée.

Assurément, le SIREI représente une avancée majeure dans la gestion des ressources en eau et de l'irrigation au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Grâce au Géoportail qui a été implémenté, les utilisateurs disposent désormais des données, d'informations et des outils nécessaires pour une irrigation performante et durable.

Il contribue ainsi au développement agricole et à la lutte contre la pauvreté dans la région de l'Afrique de l'ouest et du Sahel.

L'opérationnalisation de ce service d'Informations qui a démarré, se poursuivra par le développement des fonctionnalités de plus en plus riches et adaptées pour une meilleure prise de décision dans la région en matière de gestion de l'irrigation. La mise à jour des données et la production d'information sont des activités continues pour l'efficacité du Service.



PARIIS :

Atelier régional de synthèse des missions d'appui technique de la Banque mondiale

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS), un Atelier régional de synthèse des missions d'appui conjointes Banque mondiale-CILSS-Pays, s'est tenu (en virtuel) les 19 et 20 juin 2024.

Ce cadre d'échanges régional a été organisé dans le prolongement des missions organisées au CILSS et dans les pays, et a permis d'examiner l'avancement global du projet suivant le cadre de résultats restructuré; la planification des activités résiduelles et les notes techniques par pays/CILSS, enrichir les dispositions pour

l'appropriation, l'entretien et la durabilité des investissements réalisés, examiner les dispositions pour la valorisation des solutions documentées et la pérennisation des groupes de gestion des connaissances ; faire le point sur les dispositions de clôture du projet.

A l'ouverture de l'atelier, le Secrétaire exécutif adjoint, Dr Sylvain Ouédraogo a salué les efforts de tous les acteurs et reconnu que « le PARIIS a constitué pour les pays du Sahel, une opportunité d'augmenter les superficies irriguées et de constituer dans une approche régionale, des processus performants de

développement des systèmes d'irrigation, de renforcement des connaissances sur l'eau agricole et des conditions pour passer rapidement à l'échelle, sur la base de solutions d'irrigation performantes adaptées, capitalisées et mises à la disposition des États ».

Les résultats obtenus démontrent une mise en exergue des solutions d'irrigation dans son approche régionale comme un apport important et un avantage pour contribuer efficacement aux objectifs de valorisation de l'eau dans les États du Sahel.

Ce conclave intervient au moment où le projet aborde sa dernière ligne droite, avec la nouvelle date de clôture est prévue pour le 31 décembre 2024.

Dans le même temps, des échanges entre la Banque mondiale, le CILSS et les pays, se poursuivent sur les perspectives qui s'offrent à ce premier projet opérationnel de l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (2iS).

Mis en œuvre depuis 2018, le PARIIS montre que les solutions d'irrigation sont un levier pour mettre en relief, le potentiel irrigué dans les pays Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad).

Après presque six ans de mise en œuvre, le PARIIS peut se prévaloir de résultats probants, dont 13 413 ha aménagés et mis à la disposition de 151 196 bénéficiaires directs, dont 49% de femmes, 47 726 ha d'études bancables, 13 solutions d'irrigation documentées, 69 737 personnes formées sur plusieurs thématiques en lien avec la

réalisation des investissements de qualité, un dispositif de gestion de connaissances mis en place au niveau régional et dans les pays, pour la capitalisation, le partage de bonnes pratiques et la co-construction des solutions d'irrigation, des missions de plaidoyer et des échanges sur les perspectives du projet, notamment l'extension à d'autres pays membres du CILSS.

La contribution sans conteste des superficies nouvellement aménagées et/ou réhabilitées dans le cadre des référentiels nationaux et régionaux liés notamment à la lutte contre la pauvreté et le renforcement des résiliences des population, est aujourd'hui, grâce au PARIIS, une réalité, dans les pays.

Aussi, le CILSS, les pays et la Banque mondiale ont-ils reconnu la nécessité de poursuivre les réflexions, en vue de valoriser les acquis et mettre à l'échelle, l'approche du processus PARIIS.

Dans ce cadre, un ambitieux programme

régional dénommé, « Développement, Résilience et Valorisation de l'Eau en Afrique de l'Ouest (DREVE), est en préparation et dont le Pilier 3 sera axé sur l'Irrigation basée sur les eaux transfrontalières.

Assurément, cette première phase du projet constitue donc, en termes de résultats et de leçons tirées, une solide fondation pour consolider les acquis et mettre à l'échelle les résultats probants, afin d'exploiter d'avantage le vaste potentiel irrigable dans les pays sahéliens avec l'accompagnement de la Banque mondiale et d'autres partenaires.




Agenda

- 3ème édition de la Conférence sur le climat – Niamey, Niger - 9 au 11 septembre 2024
- 39eme Journée du CILSS, 12 septembre 2024
- 29e Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 29) – Bakou, Azerbaïdjan, 11 au 22 novembre 2024
- 16e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP 16 de la CNULCD) - Riyad, Arabie Saoudite, 2-13 décembre 2024



**CILSS - Comité Permanent Inter-États de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel**

03 BP 7049 Ouagadougou 03 - BURKINA FASO
Tél. : +226 25 49 96 00 - Fax : +226 25 37 41 32
Email : administration.se@cilss.int
www.cilss.int